

Pouvoir adjudicateur :
Monsieur le Directeur du Parc national des Écrins

**MARCHÉ SELON UNE PROCÉDURE FORMALISÉE
D'APPEL D'OFFRE OUVERT**

passé en application du décret relatif au Code de la Commande Publique

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

**OBJET : Consultation pour la qualification d'un espace
d'information et de valorisation de la biodiversité à la base nature
de l'Isclé – commune de Réallon**

Marché n° 2025-11

Date limite de remise des offres : 8 octobre 2025 à 17 h 30

Avec le soutien financier de

Avec le soutien de



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

FONDS NATIONAL
D'AMÉNAGEMENT
ET DE DÉVELOPPEMENT
DU TERRITOIRE
Massif des Alpes

**RÉGION
SUD**
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR



Hautes-Alpes
le département

Table des matières

1. POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
2. OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
3. ALLOTISSEMENT.....	3
4. FORME DU MARCHÉ.....	4
5. DURÉE DU MARCHÉ.....	4
6. LIEU D'EXÉCUTION.....	4
7. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
8. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	5
8.1. Représentation des parties.....	5
8.1.1. Représentation de l'acheteur.....	5
8.1.2. Représentation des titulaires.....	5
8.2. Conditions d'exécution.....	5
8.2.1. Délais d'exécution.....	5
8.2.3. Réunions de cadrage et de suivi.....	6
8.2.4. Les exigences relatives aux prestations.....	6
8.3. Obligations des titulaires.....	6
8.4. Clauses environnementales.....	6
8.5. Traitement de données à caractère personnel.....	7
8.6. Constatation de l'exécution des prestations vérification et admission.....	7
8.8. Garanties.....	7
8.9. Pénalités.....	7
9. RÉGIME FINANCIER.....	8
9.1. Forme et contenu des prix.....	8
9.2. Variation des prix.....	8
9.3. Avance.....	8
9.4. Modalités financières.....	8
9.4.1. Répartition des paiements.....	8
9.4.2. Retenue de garantie, c.....	9
9.4.3. Délais de paiement et intérêts moratoires.....	9
9.5. Modalités de facturation.....	9
9.5.1. Mentions obligatoires.....	9
9.5.2. Taux de TVA.....	10
9.5.3. Monnaie.....	10
9.5.4. Transmission des factures.....	10
10. DISPOSITIONS DIVERSES.....	10
10.1. Échanges dématérialisés.....	10
10.2. Langue.....	10
10.3. Sous-traitance.....	10
10.4. Propriété intellectuelle.....	10
10.5. Assurances.....	11
10.6. Autres obligations administratives.....	11
10.7. Résiliation.....	12
10.8. Exécution aux frais et risques du titulaire.....	12
11. MODALITÉ DE RECOURS ET CONTENTIEUX.....	12
11.1 Différends.....	12
11.2. Litiges et contentieux.....	12
12. DÉROGATIONS AU CCAG PI.....	13

1. POUVOIR ADJUDICATEUR

Établissement public du Parc national des Écrins (PNE)
domaine de Charance
05000 Gap

Responsable du marché : Monsieur le directeur de l'établissement public du Parc national des Écrins.

2. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché porte sur la création et l'installation de modules d'interprétation et de scénographie permanent, intégrant l'accessibilité (mal voyants, handicaps moteurs...) ainsi que l'organisation d'un espace info libre service et d'une boutique de produits dédiés à la randonnée et à la découverte de la biodiversité.

Le Parc national des Écrins (PNE) est maître d'ouvrage de cette partie du projet de la base nature. Il s'inscrit dans un plus vaste projet mené par la commune de Réallon, pour la création d'une base nature (livraison des bâtiments fin 2025).

La commune porteuse de ce projet de rénovation du bâtiment souhaite en faire un lieu inclusif autour de la découverte de la nature aux 4 saisons.

Le périmètre de la mission confiée au prestataire porte sur :

- La conception du parcours de visite depuis l'extérieur et dans cette pièce d'accueil en lien direct avec l'équipe projet composée d'agents du Parc
- La rédaction et la conception des contenus scénographiques (y compris parcours d'audiodescription) à partir de ressources fournies (dont photothèque PNE) et d'interviews d'agent du Parc qualifiés ou de scientifiques partenaires. Il n'y a pas de traduction linguistique systématique attendue dans ce projet (éventuellement quelques éléments clés à traduire en anglais).
- La définition d'une identité graphique, la mise en page des éléments écrits et visuels
- La conception, la réalisation et la fourniture de tous les dispositifs de médiation, éléments, matériaux et mobiliers
- L'étude de tous les aspects techniques (accessibilité, sécurité, éclairage si besoin, solution technique d'audiodescription, ergonomie, etc.)
- La signalétique du parcours (y compris concernant l'accessibilité)
- L'installation sur site, la formation des personnels concernés (accueil, maintenance)

Le marché est passé en procédure appel d'offres ouvert conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

3. ALLOTISSEMENT

En application des dispositions de l'article R.2113-3 du Code de la Commande Publique, la présente consultation n'est pas allotie car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes et la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

4. FORME DU MARCHÉ

Le présent marché public est un marché ordinaire à prix global et forfaitaire. Il comporte une tranche optionnelle décrite à l'article 3.D du CCTP et que le candidat devra chiffrer obligatoirement au moment du dépôt de son offre.

Il ne s'exécute pas par bon de commande.

A l'issue de la première réunion du projet suivant la notification, un ordre de service de démarrage des prestations sera émis. Il reprendra le planning de l'opération définitivement validé.

5. DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter de sa notification prévue en : novembre 2025.

Le titulaire s'engage à achever la totalité des prestations au plus tard le 30 avril 2026.

Le titulaire est engagé jusqu'à l'échéance de la garantie de parfait achèvement.

Un calendrier détaillé (fourni par le candidat et définitivement validé à l'issue de la première réunion de projet par le PNE par l'émission d'un ordre de service) est établi avec les jalons suivants :

- Phase 1 : avant projet
- Phase 2 : Projet détaillé,
- Phase 3 : Exécution des travaux de fabrication, intégration et installation des travaux.

6. LIEU D'EXÉCUTION

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est à Base nature L'Isle Les Gourniers 05160 Réallon

7. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestation intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire (note méthodologique, calendrier proposé et ensuite validé, devis détaillé) ;
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction entre une et/ou plusieurs dispositions figurant dans l'un de ces documents, le document de rang supérieur prévaudra.

Le cahier des clauses administratives générales, supposé connu par les opérateurs économiques, ne sera pas annexé au dossier de consultation des opérateurs économiques. Il est consultable sur le site Legifrance.

8. MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

8.1. Représentation des parties

8.1.1. Représentation de l'acheteur

Dès la notification des lots du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès des différents titulaires, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché. L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur aux titulaires.

8.1.2. Représentation des titulaires

Chaque titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. Ce ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché. Chaque titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

8.2. Conditions d'exécution

8.2.1. Délais d'exécution

Les délais d'exécution seront fixés définitivement à l'issue de la première réunion de cadrage, qui aura lieu suite à la notification du marché.

Les délais doivent s'inscrire dans le planning général, qui prévoit une notification en novembre 2025 et une livraison complète de la prestation fin avril 2026.

Le calendrier détaillé (fourni par la candidat et définitivement validé à l'issue de la première réunion de projet par le PNE) est établi avec les jalons suivants :

- Phase 1 : avant projet
- Phase 2 : Projet détaillé,
- Phase 3 : Exécution des travaux de fabrication, intégration et installation des travaux.

Le maître d'ouvrage est dépendant des délais de livraison du bâtiment, de ce fait le planning pourra faire l'objet d'une adaptation en fonction de la réalisation effective des travaux du bâtiment. Cette livraison est prévue pour décembre 2025.

Lorsqu'un titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel du fait de l'acheteur, d'un autre titulaire ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, et par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG/PI le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 5 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée.

L'acheteur par dérogation à l'article 13.3.3 du CCAG/PI dispose de 8 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution du marché est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG PI.

Pour rappel et conformément à l'article 13 du CCAG-Pi, aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration contractuelle

d'exécution de la prestation.

8.2.3. Réunions de cadrage et de suivi

Avant le début d'exécution des prestations du marché public, une réunion de cadrage du déroulement des prestations sera organisée entre les représentants du Parc national des Écrins, le titulaire, les co-traitants et sous-traitants éventuels.

Des réunions de suivi en phase "chantier" seront organisées. Un compte-rendu sera réalisé à l'issue de chaque réunion par le scénographe, validé par le PNE dans un délai de 10 jours.

8.2.4. Les exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le co-traitant exécute les tâches essentielles clairement définie avec le titulaire dans leur accord de partenariat.

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement .

8.3. Obligations des titulaires

Le titulaire doit exécuter ses prestations conformément aux stipulations du CCTP et aux règles de l'art.

Il est tenu :

- de respecter les règles de sécurité et d'accessibilité applicables aux établissements recevant du public,
- d'assurer la protection du site et des ouvrages existants,
- - de coordonner son intervention avec celle des autres prestataires éventuels,
- - de respecter les obligations de confidentialité prévues au CCAG PI – art. 5

8.4. Clauses environnementales

Chaque titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.

Le cas échéant, chaque titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout

justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de sa prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

8.5. Traitement de données à caractère personnel

En cas de traitement de données à caractère personnel, chaque titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD - règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016). Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

8.6. Constatation de l'exécution des prestations vérification et admission

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG PI.

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

8.8. Garanties

Les prestations font l'objet de la garantie prévue à l'article 30 du CCAG PI, à l'exception des matériels qui seraient couverts par une garantie supérieure lors de l'achat par le titulaire.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

8.9. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI, lorsque les délais contractuels sont dépassés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard.

Le titulaire est informé du montant des pénalités qu'il encourt par un courrier avec accusé de réception du PNE. Le titulaire peut présenter des observations à l'acheteur dans un délai de deux (2) mois, à compter de la réception de ce courrier. A défaut de réponse, l'application des pénalités est réputée acceptée.

Cette pénalité est calculée par application de la formule :

$$P = V \times R / 500$$

Dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant de la phase de liquidation financière concernée, hors du champ d'application de la TVA ;
- R = le nombre de jours calendaires de retard.

9. RÉGIME FINANCIER

9.1. Forme et contenu des prix

Pour le marché le prix global forfaitaire est détaillé dans le cadre des deux devis fournis par le titulaire et annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- le suivi contractuel (réunions) ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- la livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage n'est facturé. Toutes les livraisons sont effectuées en - emballage perdu - ou récupérable.

Les prix sont fermes et définitifs.

9.2. Variation des prix

Sans objet.

9.3. Avance

En application des dispositions de l'article R.2191-3, du premier alinéa de l'article R.2191-7 du code de la commande publique et de l'article A.11.1 du CCAG/PI, si le titulaire du marché accepte le versement de l'avance, il lui est versé une avance égale à 30 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

En application des dispositions de l'article R.2191-5 du code de la commande publique, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R. 2191-11 et suivants du Code de la Commande Publique.

En l'absence de choix (oui ou non pour le versement) du titulaire figurant sur l'acte d'engagement, le PNE considérera que le titulaire y renonce.

9.4. Modalités financières

9.4.1. Répartition des paiements

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI

Pour le présent marché les acomptes sont versés à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Missions	Acomptes	Pourcentage
----------	----------	-------------

Phase 1 : avant projet	À la validation	30 %
Phase 2 : Projet détaillé,	À la validation	30 %
Phase 3 : Exécution des travaux de fabrication, intégration et installation des travaux.	A la réception définitive	40 %

Le paiement des acomptes ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

9.4.2. Retenue de garantie, c

En application des articles R.2191-32 à R.2191-35 du Code de la Commande Publique il sera pratiqué une retenue de garantie. La retenue de garantie sera prélevée par fractions sur les acomptes, les règlements partiels et le solde.

Elle sera remboursée en application de l'article R. 2191-35 du Code de la Commande Publique.

9.4.3. Délais de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture. Tout retard ouvre droit au versement d'intérêts moratoires (art. R. 2192-10 CCP).

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du Code de la Commande Publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités des articles R.2192-12 et suivants du Code de la Commande Publique.

9.5. Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

9.5.1. Mentions obligatoires

Chaque facture comportera les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur ;
- le destinataire de la facture avec la mention suivante « Le Parc national des Écrins pour le compte de la Communauté de Communes de l'Oisans ;
- Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique) ;
- la référence de l'opération : 5-115-REALLON
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- la date d'exécution des prestations de service ;

- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- le prix forfaitaire hors taxes des prestations réalisées ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.

9.5.2. Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code Général des Impôts.

9.5.3. Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro (€).

9.5.4. Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée. Elles doivent être déposée sur le portail CHORUS..

10. DISPOSITIONS DIVERSES

10.1. Échanges dématérialisés

Pour le marché, l'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

10.2. Langue

Tous les documents remis par un titulaire sont rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à ses frais, accompagné d'une traduction en français.

10.3. Sous-traitance

Pour ce marché l'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent, téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

10.4. Propriété intellectuelle

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP. Le présent accord-cadre fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

Les clauses de propriété intellectuelle insérées dans les CCAG de 2021 constituent un régime administratif auto-porteur. Elles n'ont pas vocation à être retranscrites dans les pièces de la consultation.

L'acheteur demande au titulaire et à ses co-traitants et à ses éventuels sous traitants les droits d'utilisation des supports soumis à la propriété intellectuelle pour les utilisations suivantes : fabrication en vue du remplacement de supports détériorés, communication dans les médias, mise à jour du livret pédagogiques, nouveaux supports pédagogiques liés à l'exposition et aux thématiques traitées, vidéo de valorisation de la scénographie ou de projets pédagogiques, de visites, actions de sensibilisation sur les thèmes traités, supports de présentation de l'action, édition/outils de valorisation du site, diffusion sur le web, les réseaux sociaux à l'exclusion de la commercialisation de supports. Toutefois, les droits de commercialisation sont demandés pour le livret pédagogiques dont les ré-éditions pourraient être commercialisées. En cas de projet d'autres types de supports payants l'acheteur négociera au cas par cas avec les titulaires des droits. Dans le cas d'utilisations non prévues, l'accord des différentes parties devra être nécessaire.

10.5. Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9.1 CCAG/PI, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations

Conformément aux dispositions de l'article 9.2 du CCAG/PI, il doit justifier dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité de la garantie.

10.6. Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés,

ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R.1263-5 et R. 1263-7 du Code du Travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L.1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du Code du Travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

10.7. Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché concerné dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la Commande Publique.

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG PI (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général), articles 37 à 42.

10.8. Exécution aux frais et risques du titulaire

Pour le marché, le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG PI.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5 %.

11. MODALITÉ DE RECOURS ET CONTENTIEUX

11.1 Différends

En cas de différend entre les parties au contrat, les parties tentent de régler à l'amiable leurs litiges.

Le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par les articles D.2197-15 à 2197-17 du Code de la Commande Publique.

Le comité consultatif interrégional compétent est celui de Marseille.

11.2. Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Marseille
31 rue Jean-François Leca
13002 Marseille

Téléphone : 04 91 13 48 13
Courriel : greffe.ta-marseille@juradm.fr

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique «Télerecours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature de l'accord-cadre ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA ;
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative dans les conditions prévues aux articles R. 411-1 à R. 432-4 du CJA, et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature de l'accord-cadre) ;
- Recours de pleine juridiction, en contestation de validité de l'accord-cadre ouvert aux candidats évincés et aux tiers justifiant d'un intérêt lésé et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

12. DÉROGATIONS AU CCAG PI

Les dérogations au CCAG PI sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci après:

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
Article 8.2.1 Délais	13.3.2 et 13.3.3	Prolongation délais d'exécution
Article 8.9 Pénalités	14	Montant des pénalités